

un groupe d'officiers conduits par le général de Wimpfen est sorti de la ville précédé d'un drapeau blanc. Le maréchal McMahon étant grièvement blessé, par suite de l'héroïque bravoure avec laquelle il s'était exposé aux balles ennemies, c'est au général de Wimpfen qu'incombait la triste tâche de capituler. Cet officier est cousin d'un général du même nom qui sert dans l'armée autrichienne.

« Reçus par les avant-postes prussiens, les parlementaires ont été conduits au quartier général du roi. Celui-ci les accueillit de la manière la plus courtoise. Le général Wimpfen a annoncé que l'armée entière comprenant 100,000 hommes, et la ville forte de Sedan capitulaient sans conditions.

« Pendant la bataille du 1er les Prussiens avaient 240,000 hommes en ligne et en réserve. Les Français n'en avaient que 125,000. L'avis général est que les troupes françaises n'ont jamais combattu avec plus de bravoure que dans les batailles des Ardennes. Mais le témoignage unanime des témoins oculaires est que ces troupes étaient très-insuffisamment pourvues de munitions et de vivres. On dit aussi que les commandants des divisions placées sous les ordres de McMahon se sont fort mal conduits.

« On rapporte que le général de Failly, qui a fait perdre la bataille de Wörth par suite d'une prétendue erreur télégraphique, a été la cause première de la perte de la bataille de Jéhu.

Il a abandonné une colline qu'on lui avait ordonné de défendre et où il pouvait encore se maintenir. En plein champ de bataille, un des colonels de son corps d'armée l'a accusé de trahison et l'a tué, dit-on, d'un coup de pistolet. Il est certainement au nombre des morts.

QUELQUES DÉTAILS SUR LA CAPITULATION.

Londres, 6 Sept.

M. Russell écrit de Sedan, 3 septembre :

Les articles de la capitulation ont été arrêtés et signés entre le Gén. Wimpfen et le Gén. Von Moltke. Je crois que Bismark assistait à l'entrevue.

Les conditions sont celles-ci :

La garnison et l'armée de Sedan se rendent prisonnières de guerre.

Elles seront envoyées en Allemagne; les officiers seront mis en liberté sur parole, promettant de ne pas servir durant la guerre. Tous les chevaux, canons et munitions de guerre seront livrés.

La captivité de l'Empereur en Allemagne est également stipulée.

Vers 2 heures, le Roi, accompagné du Prince Royal et de son état-major, se rendit au Château, près Sedan, pour recevoir l'Empereur qui arriva avec son entourage personnel et état-major, sous la garde d'une escorte.

Le Roi et son prisonnier se retirèrent dans un salon du château. On pouvait les voir du dehors, causant ensemble.

Après l'entrevue avec le Roi, l'Empereur causa quelques instants avec le Prince Royal; pendant cet entretien, il parut affecté en parlant de la manière dont le roi l'avait traité. Sa principale préoccupation sembla être le désir de n'être pas montré prisonnier à ses soldats.

On se rendit à son désir, mais la conséquence fut que pour éviter Sedan, il fallut lui faire traverser les rangs de l'armée prussienne.

Le correspondant de la Tribune écrit au sujet de la révolution pacifique qui vient d'avoir lieu à Paris :

A en juger par l'aspect de Paris, on supposerait que l'on vient de recevoir la nouvelle d'une grande victoire. Je n'ai jamais été témoin de pareille unanimité. Comme c'est aujourd'hui dimanche, les citoyens se promènent dans les rues avec leurs femmes et leurs enfants en habits de fête. La Garde Nationale fait une marche triomphale dans les rues.

On dirait qu'elle vient d'une revue. La population qui garnit les fenêtres et couvre les trottoirs, l'acclame. Tout le monde comprend que la capitulation du chef de l'Etat doit être répudiée par la nation; et qu'alors le déshonneur tombera sur lui et non sur elle.

L'opinion générale parmi les hommes politiques est que la Prusse accordera des conditions de paix généreuses.

Qu'en conséquence on devrait les accepter. Le difficile est de trouver un homme qui prendra la responsabilité de proposer la paix.

Un personnage attaché à l'ancienne Cour m'a dit ce matin que l'impératrice était indignée contre l'Empereur. Elle dit qu'il est un lâche et qu'il n'aurait jamais dû se laisser prendre vivant.

Que d'après ce que l'on a appris aux Tuileries, il s'est conduit avec une absence complète de dignité; qu'il a donné ordre au général Wimpfen de capituler et que lui-même a paru avoir si peur de voir ses troupes venger sur lui leur défaite, qu'il paraissait n'avoir qu'une pensée — parvenir en sûreté derrière les lignes prussiennes.

TERRIBLES ACCUSATIONS—EXPLICATIONS ÉMOUVANTES.

Le même correspondant télégraphie que le Figaro propose une souscription nationale pour récompenser l'homme qui a tué le général commandant les troupes autour de Strasbourg. Il donne aussi cours à un bruit, qu'il tient de personnes qui sont supposées connaître ce qui s'est passé derrière le rideau et qui rendrait compte de la différence entre l'armée de Napoléon sur le papier et la force effective de cette armée, et qui jusqu'à un certain point, expliquerait pourquoi l'Empereur s'est lancé dans cette guerre sans être prêt.

Durant les années dernières sa liste civile n'a pas été assez considérable pour pourvoir aux folles dépenses de sa Cour et aux largesses en faveur de ses adhérents et favoris pour maintenir l'amour impérialisme parmi ses sujets; environ deux millions de louis sterling ont été pris annuellement du ministère de la guerre et donnés à l'Empereur, ce larcin a été mis au compte d'armements, qui n'avaient jamais été achetés. Il s'appropriait en outre l'argent payé au trésor militaire par ceux qui étaient tirés pour la conscription, afin de permettre au gouvernement d'acheter des substituts.

Les régiments forts de 2,000 hommes nominalement ne comptaient que 1,500 hommes. L'argent pour les substituts était approprié à la liste civile. Quand l'Empereur fut obligé, il y a quelques mois, de céder à la demande d'un gouvernement parlementaire, il savait que les prochaines assemblées législatives contiendraient tant de députés libéraux, que même en dépit d'une majorité impériale, ses fraudes scandaleuses seraient mises au jour. Sa seule chance était de faire la guerre. Les amis personnels de l'Empereur étaient dans le secret et ils sentaient qu'il leur fallait périr ou se sauver avec leur maître.

Nous espérons encore que ces accusations sont mal fondées;

nous ne pouvons croire que Napoléon III manque si complètement de cœur. Après tout il a fait du bien à la France, il lui a donné de la prospérité, trop peut-être. Il doit avoir du patriotisme.

DERNIÈRES NOUVELLES.

Depuis la bataille de Sedan et l'avènement de la république en France il n'y a rien d'important dans les nouvelles d'Europe.

Les Prussiens seront sous les murs de Paris lorsque paraîtra notre journal. Ils n'y entreront pas du premier coup, paraît-il. Il y a 300,000 soldats bien armés qui se préparent à les recevoir sans compter le peuple de Paris qui va avoir une belle occasion de montrer ce qu'il peut faire.

Bazine n'a pas capitulé, comme on le prétendait; il est encore dans Metz et peut d'un moment à l'autre frapper quelque grand coup.

Strasbourg tient toujours bon ainsi que les autres forteresses qu'assiègent les Prussiens.

Les habitants de Strasbourg et leur héroïque gouverneur Ulrich font l'admiration du monde par leur énergique résistance. Jeudi ils ont fait une sortie furibonde et tué 10,000 Prussiens.

Trochu, le président de la nouvelle république inspire toujours une grande confiance à la population de Paris et toutes les antipathies bonapartistes, orléanistes et bourbonniennes contre les hommes de la République se taisent devant le danger et la nécessité de l'union des cœurs et des bras.

La Prusse pose des conditions de paix que la France ne peut pas accepter. Le gouvernement qui accepterait des conditions honteuses et le démembrement de la France tomberait immédiatement.

Une dernière grande nouvelle!!!

On parle d'un mouvement républicain en Angleterre. Elle l'aurait bien gagné.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 15 SEPTEMBRE, 1870.

LA FRANCE.

L'humanité traverse en ce moment une époque qui sera pour la postérité un sujet fécond de méditation et de discussion. Ce n'est pas maintenant au milieu de la crise qu'on peut apprécier avec justesse ces événements; en comprenant la raison et le résultat. Les esprits cherchant la lumière au milieu de ces ténèbres, de cette tempête effrayante qui bouleverse le monde sont exposés à se heurter sur les écueils. Egarés par la douleur, les passions et les préjugés ils se livrent à des courses désordonnées dans le domaine de l'inconnu, à des conjectures de toutes sortes sur les desseins de Dieu, les secrets de la Providence.

Les uns voient dans cette chute terrible d'un homme tout puissant jusqu'à ce jour et dans ces humiliations d'une armée réputée invincible le châtement de l'impiété et des idées démocratiques; d'autres y lisent la condamnation des principes monarchiques et du pouvoir personnel. C'est la Providence, s'écrient un grand nombre, qui livre la France aux révolutionnaires pour la châtier. C'est Dieu, répondent plusieurs, qui l'arrache aux mains d'un pouvoir condamné pour lui donner un ordre de choses plus conforme aux vœux, à la gloire et à la prospérité de la France.

Comme il est dangereux de sonder les desseins de Dieu et de chercher ses intentions dans ses événements, contentons nous pour le moment de constater les causes naturelles et humaines.

Il est un fait qui frappe tout le monde. Depuis plusieurs années la France s'attendait à une guerre terrible avec la Prusse et paraissait s'y préparer. Elle remplissait des arsenaux, disait on, et pouvait mettre sur pied 700,000 soldats.

C'est à la veille de déclarer la guerre à la Prusse, elle demande à ceux qui la gouvernent si tout est prêt. Nous sommes prêts, répond le général Lebœuf, la guerre dure-rail un an que nous n'aurions pas besoin d'acheter un bouton de guêtre.

La guerre est déclarée. . . . et lorsque la France battue veut remplacer ses soldats tombés sur le champ de bataille et faire un grand effort, elle manque de soldats, de vivres et de munitions. Elle n'a que deux cent mille hommes et la Prusse en a 600,000 en France et autant chez elle.

Elle vantait l'habileté et le patriotisme de ses généraux et lorsqu'elle n'a plus une faute, une imprudence à commettre, ces généraux hésitent, se troublent et se divisent sur le champ de bataille.

Une dernière bataille s'engage, une bataille décisive et cent mille hommes, cent mille Français sont faits prisonniers et McMahon, l'intrépide McMahon est mortellement blessé.

Après cela on brise à Paris la dynastie Napoléonienne et on donne le pouvoir à ses ennemis. Est-ce étonnant?

Il fallait une satisfaction à ces hommes désespérés, ils leur fallait une réaction violente pour les jeter après de pareils désastres au devant des bataillons prussiens.

La république seule pouvait leur donner cela.

Ce gouvernement ne durera pas, sans doute, il séparera du moins et rejettera quelques hommes peu faits pour gouverner un pays comme la France, mais dans les circons-

tances il est, peut-être, le seul qui puisse rappeler la victoire sous le drapeau tricolore.

Attendons ce qu'il fera avant de le condamner.

C'est ce que fait la France d'ailleurs.

L. O. DAVID.

L'AFFAIRE GUIBORD.

La Cour de Révision a donné son jugement dans cette fameuse affaire: elle a cassé le jugement de Son Honneur le juge Mondelet et mis de côté la plainte et tous les procédés de la veuve Guibord. Cette nouvelle que tout le monde connaît déjà réjouira tous les catholiques et tous les amis de la vraie liberté. C'est un grand et beau succès pour la cause catholique, pour la cause de la liberté religieuse qu'on maltraite assez dans maint pays du vieux monde. Cette décision emprunte aux circonstances un caractère de force et d'autorité qui n'échappera à personne. La Cour, composée de trois juges, dont deux protestants, a prononcé unanimement. Elle a maintenu, hautement et fermement, la doctrine qu'en matière ecclésiastique, morale, spirituelle et dogmatique, l'Eglise catholique, comme toutes les églises dissidentes reconnues par l'Etat, doit être et est parfaitement libre et indépendante de toute intervention civile. Et ce principe, elle l'a démontré au-delà de tout doute, est sanctionné dans notre pays par la loi, la jurisprudence et des usages constants et de pratique immémoriale, qui leur donne l'autorité de la loi la plus respectable et la plus formellement promulguée.

Bien des déductions, bien des réflexions, les unes tristes, les autres consolantes, sont inspirées par ce jugement de la Cour de Révision. Nous les ajournons forcément: le peu d'espace dont nous disposons ne nous permet pas d'en dire plus long dans cette édition. Mais nos prochains numéros contiendront une analyse claire et succincte des admirables motifs dont les honorables juges Mackay, Berthelot et Torrance ont fait précéder leur jugement, et des conséquences qui en découlent nécessairement comme des devoirs impérieux qu'il impose à ceux qui ont commencé ce procès si malheureux à tant de points de vue. Cette cause aura néanmoins eu son bon côté: elle a mis en lumière plusieurs points de droit qui nous paraissent aujourd'hui très clairs et qui auparavant n'étaient obscurs que parce que le plus grand nombre des hommes qui devaient le plus s'occuper de ces matières les ignorent trop. Nous ne pouvons terminer sans dire un mot des juges: M. Mackay, anglais et protestant, a mis le couronnement à la belle réputation qu'il s'est déjà faite sur le Banc, où il ne siège que depuis deux ou trois ans; d'une intelligence vive et fine; d'un jugement très solide, et plein d'un savoir de bon aloi, il joint à cela une indépendance d'esprit, une hauteur de caractère et une largeur de vues qui le mettent au-dessus des préjugés et nous autorisent à le comparer à ces grands juges anglais qui jugent sans faveur ni passion et pénètrent les plus obscurs mystères de Thémis pour en tirer des oracles qui restent et frappent les plus ignorants. M. Berthelot (nous ne pouvons être taxé de faiblesse à son égard) a fait tout un traité sur la matière, un traité plein d'aperçus nouveaux et qui laisse la question épuisée et la pose évidente comme le soleil: il a été calme, digne et modéré, comme ses confrères, et a rappelé les plus beaux jours de la magistrature française. M. Torrance a été à la hauteur de MM. Berthelot et Mackay; le plus jeune des trois, il a laissé à ses aînés l'exposition du mérite du litige, sur lequel il s'est déclaré de tous points d'accord avec eux, et n'a touché qu'à la question de forme. C'est un beau trait de délicatesse, trop rare aujourd'hui, même sur le Banc, pour ne pas être mentionné, apprécié et loué.

J. A. MOUSSEAU.

LA FUTURE CATHÉDRALE DE MGR. BOURGET.

Nos gravures représentent le tableau de la pose de la première pierre du monument dont notre saint Evêque projette la construction depuis près de vingt ans. La cérémonie a été belle, grandiose et sublime. C'était pendant la retraite postorale du clergé diocésain et une affluence considérable de prêtres assistait à la fête. Mr. le grand vicaire O. Caron devait faire le sermon de circonstance. Le mauvais temps l'ayant empêché d'arriver à temps, M. Lannigan, chapelain du Couvent d'Hochelaga, fut chargé de le remplacer, et, de l'aveu de tout le monde, M. Caron n'aurait pas regretté de lui avoir cédé la place. Son discours a été à la hauteur de l'occasion et ses mouvements oratoires, ses éloquentes apostrophes aux Irlandais l'ont mis au premier rang de nos orateurs sacrés.

M. T. K. RAMSAY.

Cet éminent avocat, ce juriste solide, ce journaliste énergique, brillant et logique, vient d'être nommé Juge suppléant, à la place du Juge Johnson, qui s'en va au Nord-Ouest. Beaucoup de gens, qu'effrayaient sa science et son caractère fier et irréprochable, seront contents de le voir disparaître de la scène politique. Pour nous, tout en trouvant cette nomination juste et de nature à faire honneur au gouvernement qui en est l'auteur, nous ne pouvons nous empêcher de déplorer que M. Ramsay soit enlevé si tôt à la vie publique active, où il devait certainement et prochainement être appelé à jouer un rôle marquant.